

LE FIGARO **economie**

lefigaro.fr/economie

VIDÉOS

LES NOUVEAUX MILLIONNAIRES DE LA PLATEFORME TIKTOK
PAGE 26

GRAND TÉMOIN
« LE MARCHÉ UNIQUE EST LE PLUS GRAND SUCCÈS DE L'EUROPE » PAGE 24



Carl-Henric Svanberg, président d'AB Volvo.

> FOCUS

CONSOMMATION: LES FRANÇAIS PIOCHENT DANS LEUR LIVRET A

Après presque deux ans de sur-épargne, pendant la pandémie, les Français piochent à nouveau dans leurs bas de laine pour faire face à leurs dépenses courantes. En décembre, les épargnants ont ainsi largement plus retiré d'argent qu'ils n'en ont déposé sur leur livret A ou sur leur livret de développement durable et solidaire (LDDS). La collecte nette a reculé de près de 1,06 milliard d'euros, selon la Caisse des dépôts.

C'est la plus forte décollecte pour un mois de décembre sur ces deux supports. Le regain de dépenses de consommation a sans doute joué en défaveur de ces placements en fin d'année. Début 2021 avait, en effet, été marqué par d'importants dépôts dans un contexte de restrictions, puis les contraintes se sont levées avec l'arrivée des vaccins. La consommation des ménages a progressivement repris. Elle est repartie à la hausse en novembre en France, progressant de 0,8% sur un mois selon des chiffres de l'Insee publiés début janvier. « Il y a une soif de consommation indéniable, estime Philippe Crevel, directeur du Cercle de l'épargne. Les Français qui avaient un peu d'argent de côté se sont fait plaisir. » La hausse des prix de l'énergie est une autre raison expliquant des retraits plus importants qu'à l'accoutumée. « Les dépenses en carburant ont été un peu plus élevées, cela a aussi pu jouer », analyse Philippe Crevel.

Ce recul de l'épargne de précaution n'est pas nouveau: cela fait quatre mois que la moisson de ces deux placements liquides et garantis est négative (-4,84 milliards d'euros). Mais le phénomène est d'autant plus marquant en décembre que ce n'est habituellement pas un mois de décollecte, à l'inverse d'octobre et novembre. Sur l'ensemble de l'année, la collecte nette reste très élevée, à 19,21 milliards d'euros. L'inflation a donc été un des facteurs de décollecte en décembre. Afin de limiter les effets de la hausse des prix, les taux du livret A et du LDDS seront revalorisés le 1^{er} février, passant de 0,5% à 1%.

JORGE CARASSO

Cinéma, séries: la fuite en avant des géants du streaming

Netflix, Disney et les autres grandes plateformes vont investir des sommes records pour produire des contenus. Leur folle surenchère commence à inquiéter.

Le coût de la guerre du streaming vidéo commence à susciter des inquiétudes à Wall Street. Pour retenir leurs millions d'abonnés et en conquérir de nouveaux, les principales plateformes de streaming

ont prévu d'engager plus de 100 milliards de dollars de dépenses sur leurs contenus pour la seule année 2022. Pour le géant Disney, cela représente une augmentation de 65% de son budget

par rapport à 2020. Engagés dans une spirale infernale pour répondre à une demande de « toujours plus et mieux », tous peinent dans le même temps à tenir le rythme de recrutement

auquel ils ont habitué les marchés, comme en attestent les derniers résultats du leader Netflix. Si bien que les analystes financiers commencent à se demander si le jeu en vaut bien la chandelle.

→ NETFLIX NE RECRUTE PLUS AUTANT D'ABONNÉS, LE TITRE DÉGRINGOLE À WALL STREET PAGE 20



Ben van Beurden, directeur général de Shell.

Shell prêt à investir 4 milliards en France

Dans un entretien au « Figaro », le patron du géant pétrolier dévoile ses projets dans l'éolien offshore, l'hydrogène, les biocarburants et les bornes de recharge. Il réclame le soutien des pouvoirs publics pour réussir sa transition énergétique.

PAGE 23

le PLUS du FIGARO ECO

INFLATION
Pourquoi les prix baissent au Japon, à l'inverse du reste du monde
PAGE 21

LA SÉANCE

DU VENDREDI 21 JANVIER 2022

- CAC 40**
7068,59 -1,75%
- DOW JONES**
34265,37 -1,30%
- ONCE D'OR**
1805,20 (1792,20)
- PÉTROLE (lond)**
87,710 (89,380)
- EUROSTOXX 50**
4225,79 -1,67%
- FOOTSIE**
7494,13 -1,20%
- NASDAQ**
14438,40 -2,75%
- NIKKEI**
27522,26 -0,90%

L'HISTOIRE

La révolte d'un retraité espagnol contre le tout-numérique fait des émules

« Je suis peut-être vieux, mais je ne suis pas idiot! » Voilà le message que lance un retraité espagnol aux banques qui obligent les clients, y compris ceux les moins à l'aise avec la technologie, à effectuer toutes leurs opérations par voie électronique. Carlos San Juan (photo), un Valencien de 78 ans excédé par les difficultés pour accéder à ses comptes, a lancé une pétition sur le site dédié change.org. En une semaine, il a recouvert plus de 330 000 signatures... et de nombreuses apparitions dans les médias espagnols. Le médecin à la retraite argumente: « Désormais, presque tout doit se faire sur internet. Et tout le monde ne se débrouille pas avec les machines. Nous ne méritons pas cette exclusion. Je demande un traitement plus humain. » Le Dr San Juan raconte

dans le texte de sa pétition les petites vexations quotidiennes: « On me parle comme si j'étais idiot parce que je ne sais pas effectuer une opération (...). On ne peut pas demander en permanence aux enfants, aux neveux ou aux voisins de s'occuper des démarches des personnes âgées. »

La plainte qui semble faire sienne tout le troisième âge est fondée. Les banques espagnoles, à force de fusions et de restructurations, ont considérablement réduit la voilure: 46 000 agences en 2008, à peine 20 000 aujourd'hui. Les guichets, deux fois moins nombreux, redirigent les clients vers les sites et les applications mobiles... Pour ceux qui le peuvent! Selon l'Institut national des statistiques (INE), en 2021, seuls 13% des plus de 75 ans ont réalisé une opération de banque en ligne. ■

MATHIEU DE TAILLAC (MADRID)



La complémentaire santé des agents de l'État validée

Sans attendre la date butoir, fixée au mercredi 26 janvier par le ministère de la Fonction publique, les syndicats des agents de l'État ont majoritairement donné leur approbation à la mise en place d'une complémentaire santé obligatoire, pour moitié payée par leur employeur. Le projet d'accord, présenté début janvier aux sept organisations représentatives et déjà validé jeudi par l'Unsa (3^e syndicat du versant État de la fonction publique), la CFTD (4^e) et la CGT (5^e), a reçu ce vendredi l'aval supplémentaire de FO (1^{er}) et de la CFE-CGC (7^e). Ces derniers votes garantissent l'adoption de l'accord à une large majorité, quels que soient les résultats des consultations internes encore attendues en début de semaine à la FSU (2^e) et Solidaires (6^e). « Les avancées obtenues lors de la négociation avec le ministère de la Transformation et de la

Fonction publiques (...) ont permis d'aboutir à un accord-cadre nettement supérieur aux prestations minimales prévues par le code de la Sécurité sociale », s'est félicité FO dans un communiqué. À partir de 2024, 2,5 millions d'agents bénéficieront ainsi de prestations plus avantageuses que celles prévues pour les salariés du privé. L'accord contient en outre des mécanismes de solidarité avec les ayants droit des agents et les retraités, de manière à limiter le montant de leurs cotisations. Il constitue également un socle qui pourra faire l'objet de négociations mieux-disantes dans les différentes administrations. D'ici à 2026, l'ensemble des agents de la fonction publique bénéficieront de ces prestations. Les discussions sont en cours entre les syndicats et les employeurs territoriaux et hospitaliers.

A.-H. P.